

CHAPITRE I

INTRODUCTION

1.1 Pourquoi choisir les Îles Canaries ?

S'installer aux Îles Canaries commence par une mauvaise nouvelle utile : tu ne déménages pas dans une carte postale, tu déménages dans une région espagnole de plus de deux millions d'habitants, composée d'îles qui ne fonctionnent ni au même rythme ni avec les mêmes contraintes. Juridiquement, tu restes en Espagne et dans l'Union européenne si tu es citoyen européen. Matériellement, tu vis dans un territoire ultrapériphérique à plus de mille kilomètres du continent européen, dépendant de l'avion, du ferry, du fret maritime et d'une organisation administrative à plusieurs étages. Ce double statut explique presque tout : une fiscalité indirecte spécifique, des aides au transport, des coûts logistiques parfois absurdes, des marchés locaux étroits et une capacité limitée à absorber des arrivées massives. Si tu ne comprends pas cette tension dès le départ, tu risques de juger les Canaries avec des critères conçus pour Madrid, Paris ou Bruxelles, puis de découvrir que l'océan n'a jamais lu tes tableaux Excel.

Le premier choix n'est donc pas « les Canaries ou non », mais « quelle île, quelle commune et quel mode de vie ». Tenerife concentre une grande partie des administrations, des emplois, des spécialistes médicaux et de l'offre universitaire, tout en opposant un nord plus humide et végétal à un sud plus sec et beaucoup plus touristique. Gran Canaria présente une concentration comparable autour de Las Palmas et du corridor urbain, avec un sud également dominé par l'industrie touristique. Lanzarote et Fuerteventura sont plus arides, plus exposées au vent et davantage dépendantes d'une économie touristique très visible. La Palma, La Gomera et El Hierro offrent une densité plus faible et un rapport différent à l'espace, mais te font payer cette tranquillité en choix de services, de spécialistes et parfois de connexions. La Graciosa pousse encore plus loin cette logique insulaire. Une île paisible peut devenir très compliquée si tu as besoin chaque mois d'un service qui n'y existe pas.

Le marché de l'emploi reflète cette géographie. En août 2026, les Canaries comptaient 144 459 demandeurs d'emploi enregistrés, en baisse de 3,8 % sur un an, tandis que l'EPA du deuxième trimestre plaçait le taux de chômage à 11,6 %. Ce n'est pas un désert économique, mais ce n'est pas non plus un marché où n'importe quel profil trouve rapidement un poste correspondant à son niveau de qualification. Le tourisme, l'hôtellerie-restauration, le commerce, les transports, la construction, les services publics et les activités liées au soin restent structurants. Le numérique, les énergies renouvelables, la logistique, certaines activités audiovisuelles et l'économie bleue offrent des poches d'opportunités, mais leur poids réel varie fortement selon l'île. Un cadre international télétravaillant pour une entreprise étrangère et un salarié local cherchant un contrat dans la restauration peuvent habiter la même rue tout en vivant deux économies presque étrangères l'une à l'autre.

Le logement est probablement le premier test de réalité. En août 2026, le prix affiché moyen des locations dans l'archipel atteignait 15,4 euros par mètre carré, en hausse annuelle de 5,3 %. Cette moyenne est utile uniquement pour comprendre la direction du vent, pas pour choisir où vivre. À Las Palmas de Gran Canaria, le niveau moyen affiché était déjà différent, et certains secteurs touristiques ou communes très demandées se situaient nettement au-dessus. À l'inverse, un loyer plus bas dans une commune éloignée peut te coûter davantage une fois ajoutés voiture, carburant, temps de trajet et nécessité de te déplacer pour les soins, l'école ou l'administration. Règle tacite : aux

Canaries, un logement n'est pas seulement un nombre de mètres carrés. C'est aussi une distance en minutes, une pente, une exposition au vent, une connexion internet, une disponibilité d'eau et parfois un billet de ferry vers le service que tu pensais avoir à côté.

Le climat mérite le même nettoyage mental. Il existe bien une douceur globale exceptionnelle à l'échelle européenne, mais l'expression « printemps éternel » gomme les microclimats au point de devenir trompeuse. Le nord de Tenerife peut être humide, couvert et frais en altitude pendant que le sud accumule soleil et sécheresse. Gran Canaria change de paysage en quelques dizaines de kilomètres. Les îles orientales sont plus arides et plus exposées au vent. La calima peut charger l'air de poussières sahariennes, faire grimper la chaleur et réduire brutalement la visibilité. En montagne, les températures n'ont rien à voir avec celles du littoral. Si tu souffres de problèmes respiratoires, de chaleur, d'humidité ou de sensibilité au vent, il faut choisir une zone précise, pas un archipel abstrait. Astuce de survie : avant de signer un bail annuel, passe plusieurs jours dans le quartier aux heures où tu vivras réellement, pas uniquement à midi sous un ciel photogénique.

La connectivité est meilleure qu'on ne l'imagine et plus fragile qu'on ne le croit. Tenerife et Gran Canaria disposent de liaisons aériennes nombreuses vers la péninsule espagnole et plusieurs capitales européennes. Les ferries relient les principales îles, les vols interinsulaires rendent certains déplacements très courts, et les résidents éligibles bénéficient d'une bonification importante sur les liaisons aériennes et maritimes concernées. Mais une réduction tarifaire n'annule ni l'obligation de voyager ni la dépendance aux horaires. Un rendez-vous médical spécialisé, une formalité rare, un examen universitaire ou une correspondance internationale peut te forcer à ajouter une nuit d'hôtel ou un trajet interinsulaire. Pour un habitant de Madrid, un spécialiste situé à quinze kilomètres reste accessible. Pour un résident d'une petite île, le spécialiste peut être à vingt minutes de voiture, quarante-cinq minutes de ferry, une heure d'attente et une journée entière de logistique.

La fiscalité spécifique attire beaucoup de fantasmes, généralement produits par des gens qui ont découvert l'acronyme ZEC avant de découvrir le mot comptable. Les Canaries n'appliquent pas la TVA péninsulaire mais l'IGIC, dont le taux général est de 7 % en 2026. Elles disposent aussi d'un Régime économique et fiscal, le REF, comprenant plusieurs mécanismes destinés à compenser les handicaps structurels de l'insularité et à favoriser l'investissement. La ZEC peut offrir un taux d'impôt sur les sociétés très réduit à certaines entités qui remplissent des conditions strictes d'activité, d'investissement et d'emploi. La RIC concerne des entreprises et professionnels répondant à des exigences précises. Rien de tout cela ne signifie qu'un particulier qui pose ses valises à Tenerife devient soudainement fiscalement invisible. À éviter : choisir ta résidence à partir d'une vidéo promettant « 4 % d'impôt aux Canaries » sans vérifier à quel régime, à quelle société et à quelles conditions ce chiffre s'applique.

Les Canaries conviennent particulièrement bien à certains profils, mais pas pour les raisons simplistes qu'on lit dans les groupes d'expatriés. Un télétravailleur avec un revenu stable peut y trouver un équilibre de vie solide s'il accepte de participer au marché local sans l'écraser. Une famille peut apprécier la vie extérieure, les infrastructures scolaires et la sécurité quotidienne, à condition de choisir sa commune en fonction des services et pas seulement de la plage. Un retraité autonome peut profiter du climat et des liaisons avec l'Europe, mais doit regarder de très près l'accès aux spécialistes et la distance à l'hôpital. Un entrepreneur peut utiliser les dispositifs locaux si son activité entre

réellement dans leur champ. En revanche, quelqu'un qui arrive sans espagnol, sans réserve financière, en comptant sur un emploi local peu qualifié et une location longue durée dans une zone touristique cumule plusieurs risques de déclassement. Le soleil ne transforme pas un budget fragile en budget viable.

Le statut de région ultrapériphérique n'est pas un détail de juriste. Il se traduit dans les colis, les délais, la fiscalité indirecte, les transports, les marchés publics, les aides et parfois la disponibilité même de certains produits. Les Canaries sont dans l'Union européenne, mais hors du territoire d'application de la TVA communautaire. Tu achètes donc dans un marché espagnol qui ressemble à celui de la péninsule jusqu'au moment où une commande traverse physiquement la mer et découvre le DUA, l'IGIC à l'importation ou des frais de gestion parfaitement capables de rendre ridicule une économie de quinze euros. Cette singularité peut être un avantage pour certaines activités, mais elle n'abolit ni les coûts de l'insularité ni la taille limitée du marché. Une entreprise qui importe beaucoup, un particulier qui commande chaque semaine ou un artisan dépendant de pièces spécifiques doivent intégrer cette réalité avant de parler d'optimisation.

Le climat mérite le même démontage méthodique. Il n'existe pas un climat canarien, mais une mosaïque produite par l'altitude, les alizés, le relief et l'exposition. Dans le nord de Tenerife ou de Gran Canaria, tu peux vivre avec davantage d'humidité, de nuages bas et de végétation que ne l'imaginent ceux qui ont réservé dix jours à Costa Adeje. Quelques dizaines de kilomètres plus loin, le sud devient beaucoup plus sec. Sur Fuerteventura et Lanzarote, le vent et l'aridité structurent le quotidien. En altitude, les nuits peuvent être froides, et un logement mal isolé peut devenir inconfortable alors même que la température extérieure semble clémente. À éviter : choisir un logement après une visite à midi en juillet. Reviens le matin, le soir, par vent fort si possible, et demande comment se comporte le bâtiment en hiver.

Enfin, demande-toi ce que tu viens chercher exactement. Si tu veux une grande ville, des spécialistes médicaux nombreux, une université et un marché du travail diversifié, tu ne dois pas raisonner comme quelqu'un qui cherche une petite commune de 4 000 habitants, du silence et un potager. Si ton revenu vient de l'extérieur, tu peux privilégier d'autres critères qu'un salarié local. Si tu dépends d'un hôpital, d'un lycée international, d'un aéroport très connecté ou d'un service technique précis, la beauté d'une île plus petite ne compensera pas forcément l'absence du service. Règle tacite : aux Canaries, le choix du lieu doit partir de tes dépendances concrètes, pas de tes fantasmes esthétiques. La vue mer est un bonus. Un quotidien qui fonctionne est une infrastructure.

1.2 À quoi s'attendre concrètement

Les trois premiers mois donnent le ton de ton installation. Pour un citoyen de l'Union européenne qui reste plus de trois mois, l'inscription au Registro Central de Extranjeros doit être demandée dans les trois mois suivant l'entrée en Espagne. Ce certificat mentionne notamment le NIE, mais le NIE n'est pas un statut magique : c'est un numéro d'identification d'étranger, pas une preuve universelle de résidence, de couverture santé ou de droit à n'importe quelle prestation. Parallèlement, l'empadronamiento auprès de la mairie sert à établir ton inscription locale et devient une pièce centrale pour de nombreuses démarches. Ajoute le compte bancaire, la santé, la Sécurité sociale, l'école si tu as des enfants, les contrats d'énergie et éventuellement le changement

de situation fiscale : la première erreur consiste à traiter tout cela comme une seule « inscription ». Ce sont des procédures différentes, gérées par des administrations différentes, qui se parlent parfois beaucoup moins que tu ne l'espères.

Le calendrier réaliste commence avant le départ. Les premières semaines sont rarement le bon moment pour improviser une traduction jurée, rechercher un acte d'état civil, comprendre une assurance ou découvrir que ton propriétaire refuse de te fournir le document nécessaire au padrón. Pour un salarié déjà embauché, certaines démarches s'enchaînent relativement vite grâce au contrat et à l'affiliation sociale. Pour un retraité, un inactif ou un télétravailleur, la preuve des ressources et de la couverture santé peut prendre davantage de place. Pour un ressortissant non européen, le type de visa ou d'autorisation de séjour conditionne tout le reste. Conseil d'initié : construis ton dossier comme si chaque guichet allait te demander la pièce que le précédent n'a pas regardée. C'est moins romantique qu'une valise minimaliste, mais beaucoup plus efficace qu'un aller-retour international pour récupérer un original oublié.

La cita previa, le fameux rendez-vous préalable, mérite une place dans ton planning et dans ton niveau de patience. Les procédures peuvent être nationales, mais la disponibilité des créneaux ne l'est pas. Selon l'île et le service, tu peux obtenir un rendez-vous rapidement ou te heurter à une absence de créneaux qui transforme une formalité banale en sport de surveillance numérique. Les postes de Policía, les Oficinas de Extranjería, la Seguridad Social, l'Agencia Tributaria, les mairies, le Servicio Canario de Salud et les cabildos n'ont ni les mêmes horaires ni les mêmes systèmes de prise de rendez-vous. Payer un gestor peut te faire gagner du temps de préparation, mais ne crée pas un droit prioritaire ni un rendez-vous clandestin. Si quelqu'un te vend un « contact qui accélère tout », demande exactement ce qu'il fait, sur quelle base et avec quelle facture. Les zones grises commencent souvent là où l'impatience rencontre quelqu'un qui facture le brouillard.

Le budget d'arrivée doit être calculé avec la cruauté d'un banquier qui ne t'aime pas. Il faut additionner le logement temporaire, le premier loyer, la fianza, une éventuelle garantie supplémentaire, les frais de déménagement, les traductions, l'assurance, les billets d'avion ou de ferry non encore bonifiés, les achats de première installation et parfois la voiture. Dans les zones très demandées, le logement temporaire peut durer plus longtemps que prévu parce que les propriétaires privilégient les dossiers présentant revenus stables, ancienneté, garant ou assurance impayés. Une famille qui arrive avec enfants et animaux n'a pas le même pouvoir de négociation qu'un salarié seul avec contrat indéfini. La bonne réserve n'est donc pas « ce qu'il faut pour payer le déménagement », mais ce qu'il faut pour supporter une installation plus lente que prévu sans accepter le premier bail bancal par panique.

La stratégie « logement d'abord » est devenue centrale. Dans certaines zones de Tenerife, Gran Canaria, Lanzarote et Fuerteventura, la tension entre location résidentielle, location saisonnière et usage touristique réduit les options disponibles pour les habitants permanents. La loi canarienne adoptée fin 2025, puis modifiée par la Ley 7/2026, du 31 juillet 2026 a resserré l'encadrement de l'usage touristique des logements et renforcé la distinction entre hébergement touristique et location résidentielle. Cela ne signifie pas que le marché s'est détendu du jour au lendemain. Au contraire, la transition réglementaire peut ajouter de la confusion : annonces de courte durée présentées comme « temporada », propriétaires qui refusent le padrón, contrats dont le motif

temporaire est artificiel, logements retirés ou remis sur le marché selon les saisons. À éviter : expédier tes meubles, scolariser les enfants et rendre les clés de ton ancien logement sur la seule foi d'une conversation WhatsApp avec quelqu'un qui « garde l'appartement pour toi ».

L'espagnol administratif n'est pas l'espagnol d'un manuel et l'espagnol canarien n'est pas une version défectueuse de celui de Madrid. Tu entendras guagua pour bus, papa pour pomme de terre, ustedes là où d'autres régions utilisent vosotros, des diminutifs et un rythme de parole qui peuvent dérouter au début. Dans les zones touristiques, tu peux survivre longtemps avec l'anglais, parfois avec l'allemand ou le français, mais cette facilité devient un piège si elle te maintient dépendant d'intermédiaires pour chaque contrat, chaque courrier officiel ou rendez-vous médical. Le but n'est pas de parler comme quelqu'un né à La Laguna au bout de trois mois. Le but est d'être capable de comprendre une clause, une ordonnance, une convocation et une conversation de voisinage sans déléguer systématiquement ta vie adulte à Google Translate.

L'insularité produit des coûts invisibles que les comparateurs de coût de la vie captent mal. Certaines boutiques en ligne ne livrent pas aux Canaries, d'autres ajoutent des frais de gestion douanière ou une procédure DUA qui rend un petit achat ridiculement cher. Les pièces automobiles peuvent prendre plus de temps. Un vol urgent vers la péninsule coûte davantage qu'un billet acheté trois mois à l'avance. Un traitement médical spécialisé peut demander un déplacement interinsulaire. Un colis renvoyé au vendeur peut devenir une négociation entre transporteur, fiscalité indirecte et service client qui ne comprend pas pourquoi ton adresse espagnole est hors territoire TVA. Ce n'est pas un effondrement logistique permanent, mais une friction récurrente. Astuce de survie : constitue une petite marge de temps et d'argent destinée précisément aux « coûts de l'océan ». Elle finira par servir.

Les premières semaines sont aussi le moment où tu vas découvrir que « la même Espagne » peut se traduire très différemment selon l'île. Un formulaire national peut être identique, mais le bureau compétent se trouver plus loin, le rendez-vous être plus rare et le professionnel capable de t'accompagner moins nombreux. Sur une petite île, le bouche-à-oreille local peut résoudre en dix minutes ce qu'un forum international transforme en dissertation. Sur une grande île, tu peux choisir entre plusieurs agences, cliniques ou banques mais perdre du temps dans les embouteillages. La meilleure organisation consiste à dresser une carte de tes besoins avant de choisir ton logement : travail, école, santé, courses, administration, transport, fibre, aéroport ou port. Ensuite seulement tu regardes la vue. Le balcon face à l'Atlantique est charmant jusqu'au jour où chaque rendez-vous exige deux heures de route.

La chronologie des quatre-vingt-dix premiers jours doit être pensée comme une chaîne de dépendances. Le logement temporaire te permet de disposer d'une adresse crédible ; l'empadronamiento peut ensuite débloquent des démarches locales ; le statut de séjour détermine les justificatifs à présenter ; l'affiliation sociale ou l'assurance conditionne l'accès sanitaire ; l'école dépend du domicile et de la disponibilité des places ; les contrats domestiques exigent parfois NIE, compte bancaire ou preuve d'occupation. Si tu fais ces démarches dans le désordre, tu peux te retrouver dans le classique cercle administratif où A réclame B, B réclame C et C te demande une preuve produite seulement après A. La solution n'est pas de s'énervier au guichet. Elle consiste à cartographier les dépendances avant le départ et à conserver des preuves de chaque étape.

Le rendez-vous administratif est une ressource à part entière. Dans certaines périodes, obtenir une cita previa peut être plus difficile que remplir le formulaire lui-même. Un dossier parfait sans créneau reste un dossier dans ton téléphone. Conseil d'initié: repère avant d'arriver les administrations compétentes pour ton île et ton statut, crée les accès numériques utiles et surveille les créneaux sans attendre la dernière semaine. Une formalité nationale n'est pas nécessairement disponible dans chaque commune, et vivre sur une petite île peut imposer un ferry ou un vol pour un acte spécialisé. Il faut donc ajouter au coût administratif le temps de déplacement, la nuit d'hôtel éventuelle et le risque de correspondance ratée. Les kilomètres ont une drôle de façon de devenir plus chers lorsqu'il y a de l'Atlantique entre deux bureaux.

Prévois aussi une période où tu seras administrativement entre deux mondes. Tu peux avoir quitté ton logement d'origine sans être encore stabilisé aux Canaries, disposer d'un NIE sans être inscrit comme résident UE, avoir un contrat de travail sans carte sanitaire déjà matérialisée, ou être inscrit au padrón tout en restant fiscalement rattaché à ton pays d'origine pour une partie de l'année. Ces états intermédiaires ne sont pas anormaux, mais ils sont dangereux si tu les interprètes comme des statuts définitifs. Astuce de survie: garde une chronologie datée de ton arrivée, de tes contrats, de tes enregistrements et de tes jours de présence. Six mois plus tard, quand une banque, une administration fiscale ou un assureur te demandera une date précise, ta mémoire aura mystérieusement cessé d'être notariale.

1.3 Aperçu culturel rapide

L'identité canarienne est forte parce qu'elle s'est construite à la rencontre de plusieurs mondes: héritages autochtones, conquête castillane, routes atlantiques, migrations vers l'Amérique, liens avec l'Afrique proche, échanges avec la péninsule et pression touristique contemporaine. Réduire les habitants à des « Espagnols des îles » manque donc une partie de ce qui structure les sensibilités locales. Tu verras des références propres à chaque île, des rivalités bon enfant ou moins bon enfant entre capitales, des manières différentes de parler du territoire et une conscience aiguë de la distance. Le mot « péninsule » revient souvent parce qu'elle est un centre administratif, économique et médiatique extérieur à l'archipel. Comprendre cela t'évite de traiter l'insularité comme une anecdote géographique alors qu'elle influence les prix, les carrières, les études, la santé, les liens familiaux et parfois la manière dont les décisions prises à Madrid sont perçues localement.

La sociabilité peut sembler immédiatement facile. Les échanges sont souvent moins formels qu'en Europe du Nord, le tutoiement s'installe vite et les conversations peuvent paraître chaleureuses dès les premiers contacts. Mais sociabilité ne signifie pas intimité. Dans les petites communes et sur les îles moins peuplées, les réseaux familiaux, professionnels et amicaux sont anciens. On sait qui connaît qui, quel artisan est fiable, quel propriétaire loue réellement à l'année et quelle personne peut expliquer une démarche. Si tu arrives en pensant qu'une soirée agréable équivaut à une amitié constituée, tu risques de trouver les relations superficielles. Elles ne le sont pas nécessairement: elles obéissent simplement à la durée. Règle tacite: ici comme ailleurs, être présent régulièrement vaut mieux que se présenter intensément. Un café toutes les semaines construit plus qu'un grand discours sur ton amour des Canaries au troisième jour.

Le tourisme modifie profondément les relations avec les étrangers. Dans les zones de Costa Adeje, Playa de las Américas, Puerto Rico, Corralejo, Playa Blanca ou Maspalomas, le personnel est habitué aux visiteurs internationaux, les menus existent en plusieurs langues et tu peux vivre longtemps dans une bulle fonctionnelle. Cette facilité a un coût culturel. Tu peux habiter aux Canaries sans presque jamais participer à la vie canarienne. À l'inverse, dans une commune intérieure ou un quartier résidentiel, l'intégration passe davantage par l'espagnol, l'école, le commerce de proximité, les associations et les relations de voisinage. La même personne peut donc raconter une île « très internationale » ou « très locale » selon les trois kilomètres qui séparent son appartement de celui d'un autre expatrié. Le territoire n'est pas homogène, et ton expérience dépend beaucoup de l'écosystème social que tu choisis consciemment ou par paresse.

La famille conserve une place importante, mais il faut se méfier des caricatures méditerranéennes. Les Canaries connaissent aussi le vieillissement, la précarité des jeunes, le départ de diplômés vers la péninsule ou l'étranger et les retours au pays après plusieurs années. Les grands-parents jouent souvent un rôle essentiel dans la garde des enfants et l'entraide quotidienne, ce qui peut rendre plus visible la différence entre une famille locale soutenue par un réseau dense et une famille expatriée arrivée sans relais. Pour cette dernière, chaque fermeture d'école, maladie ou horaire professionnel tardif doit être absorbé par le couple ou payé. C'est un détail budgétaire autant qu'un détail culturel. Quand tu compares ton rythme à celui de tes voisins, n'oublie pas de comparer aussi le réseau invisible qui le rend possible.

Les marqueurs culturels sont vivants, pas décoratifs. Les carnivals de Santa Cruz de Tenerife ou de Las Palmas de Gran Canaria sont des événements majeurs qui modifient réellement la circulation, les horaires, l'école et la vie nocturne. Les romerías relient fêtes religieuses, costumes traditionnels, musique, repas et identité locale. La lucha canaria n'est pas un numéro pour touristes mais un sport identitaire ancien. Le silbo gomero est une langue sifflée reconnue comme patrimoine culturel immatériel de l'humanité. La gastronomie locale ne se résume pas aux papas arrugadas : gofio, fromages, poissons, mojos, vins volcaniques, miel de palma ou produits agricoles varient d'une île à l'autre. Conseil d'initié : si tu veux comprendre l'endroit où tu vis, regarde ce que les habitants font lorsqu'ils ne vendent rien aux visiteurs.

Il n'existe pas une culture canarienne uniforme. Las Palmas de Gran Canaria et Santa Cruz de Tenerife sont des villes avec leurs quartiers populaires, leurs administrations, leurs universités, leurs scènes culturelles et leurs problèmes urbains. Un village de La Gomera peut fonctionner sur un réseau social beaucoup plus serré. Les zones du sud de Tenerife ou de Gran Canaria vivent au rythme d'une population flottante massive. Fuerteventura accueille de nombreux résidents étrangers mais conserve des espaces peu denses où la voiture structure le quotidien. La Palma reste marquée par l'éruption de 2021 et la reconstruction de zones affectées. Même à l'intérieur d'une île, le nord et le sud peuvent donner l'impression de deux pays climatiques. À éviter : tirer une théorie sur « les Canariens » à partir d'un serveur rencontré dans une zone touristique ou d'un propriétaire agacé par ton dossier de location.

L'intégration commence souvent par une forme de modestie pratique. Dire bonjour, utiliser l'espagnol même imparfaitement, apprendre les noms locaux, respecter les fêtes, comprendre les horaires et ne pas traiter chaque différence comme un dysfonctionnement sont des gestes banals

mais efficaces. À l'inverse, arriver avec le récit selon lequel tu « fuis l'Europe » pour trouver « une vie plus simple » peut être mal reçu, surtout si la personne en face lutte avec un salaire local et un loyer qui a augmenté à cause d'une demande extérieure solvable. Tu n'as pas à t'excuser d'habiter là. Tu dois simplement comprendre que ton projet personnel s'inscrit dans un territoire où le logement, le tourisme et les écarts de revenus sont devenus des sujets politiques et sociaux concrets. L'intégration commence quand tu acceptes que le décor a déjà une histoire avant ton arrivée.

L'identité canarienne s'est construite dans un territoire longtemps traversé par les départs autant que par les arrivées. L'émigration vers Cuba, le Venezuela et d'autres pays d'Amérique latine a laissé des liens familiaux, des références culturelles et une conscience particulière de la mobilité. Cela compte quand tu arrives avec le vocabulaire de l'expatriation triomphante. Beaucoup de familles locales savent très bien ce que signifie partir pour travailler, revenir, envoyer de l'argent, perdre un proche à distance ou reconstruire une vie ailleurs. Se présenter comme un aventurier découvrant une population qui aurait attendu ton arrivée produit donc parfois un effet comique involontaire. Tu t'intègres mieux en observant les continuités locales qu'en cherchant immédiatement à expliquer comment les choses se font dans ton pays.

La sociabilité est souvent chaleureuse, mais elle n'abolit pas la distinction entre connaissance, voisin, collègue et ami. Les premiers échanges peuvent sembler très faciles dans une zone touristique ou un quartier vivant. Cela ne signifie pas que tu es déjà intégré. Les relations durables se fabriquent par répétition : même café, même activité sportive, même marché, même association, même école. Sur une petite île, cette répétition devient encore plus importante parce que les réseaux sont denses et que la réputation circule vite. Règle tacite : ne traite pas chaque rencontre comme une opportunité commerciale ou de contenu. Si tu transformes systématiquement les habitants en décor de ton projet personnel, ils finiront assez logiquement par te traiter comme un touriste de longue durée.

La langue est un autre filtre. Tu n'as pas besoin d'imiter l'accent canarien pour être accepté, et essayer trop tôt peut devenir une performance assez pénible pour tout le monde. En revanche, comprendre *ustedes*, les usages locaux, quelques mots du quotidien et surtout les différences de rythme de parole change réellement les interactions. Demander de répéter n'est pas honteux. Faire semblant d'avoir compris une consigne médicale, une clause de bail ou un horaire de ferry l'est davantage quand la conséquence arrive. À éviter : confondre le fait que beaucoup de personnes travaillant dans le tourisme parlent anglais avec l'idée que l'anglais suffit pour vivre durablement dans l'archipel. Il suffit surtout pour rester dans les espaces conçus pour les visiteurs.

1.4 Environnement politique et libertés

Les Canaries font partie de l'Espagne, monarchie parlementaire organisée en État des autonomies. Pour le résident, cela signifie plusieurs niveaux de pouvoir dont les compétences se superposent sans toujours se rendre lisibles. L'État gère notamment l'immigration, la nationalité, une grande partie de la fiscalité et de la Sécurité sociale. La Communauté autonome intervient directement dans la santé, l'éducation, le logement, le tourisme et de nombreuses politiques sociales. Les *cabildos*, propres aux îles, gèrent des domaines essentiels comme les routes insulaires, certains transports, l'environnement, les déchets ou des équipements. Les *ayuntamientos* s'occupent de la vie municipale, du *padrón*, de l'urbanisme local, des services de proximité et de nombreuses

taxes. Si tu adresses une demande au mauvais niveau, tu peux obtenir une réponse parfaitement correcte expliquant que ce n'est pas leur problème. C'est une forme très administrative d'hospitalité.

Cette architecture devient concrète dès que tu cherches un logement, une place à l'école ou un rendez-vous médical. Le droit national fixe une partie du cadre locatif, mais la Communauté autonome gère le dépôt des fianzas et une partie des politiques de logement. Le tourisme est fortement réglementé au niveau canarien, tandis que les municipalités jouent un rôle déterminant dans l'urbanisme qui autorise ou non certains usages. L'eau peut dépendre de structures insulaires ou locales, avec des réalités très différentes entre îles. L'immigration reste une compétence de l'État, mais l'accès au rendez-vous se matérialise dans une province et parfois dans un commissariat précis. Astuce de survie : avant toute démarche, identifie l'administration compétente et le niveau territorial. « Gobierno de Canarias » et « Gobierno de España » ne sont pas deux pages différentes d'un même guichet.

Le cadre des libertés publiques est celui de l'Espagne et de l'Union européenne. Liberté d'expression, d'association, de réunion, protection des données, droits syndicaux, égalité devant la loi et protection des personnes LGBT+ disposent d'un cadre juridique développé. Cela ne transforme pas le territoire en espace sans conflits, discriminations ou tensions. La protection légale est une chose ; la vitesse de la justice, l'accès à un avocat, la capacité à documenter un litige et la réalité sociale en sont d'autres. Dans la vie quotidienne, un expatrié peut utiliser les mêmes voies de recours qu'un autre résident, mais sa maîtrise de l'espagnol et sa compréhension des procédures font une différence énorme. Un droit que tu ne sais pas activer reste théorique jusqu'au jour où tu apprends le nom du formulaire.

La justice espagnole offre les voies ordinaires de recours civil, pénal, administratif et social, avec des mécanismes d'aide juridictionnelle sous conditions de ressources. Les litiges de travail passent souvent par des étapes préalables de conciliation avant le tribunal social. Les conflits de consommation peuvent commencer par une hoja de reclamaciones, une OMIC municipale ou un service de médiation avant de devenir judiciaires. En matière de logement, certaines affaires exigent rapidement un avocat, notamment lorsqu'il s'agit d'expulsion, de restitution de dépôt, de clauses contractuelles ou de propriété. Le bon réflexe n'est pas de menacer immédiatement de « porter plainte », expression fourre-tout souvent inutile. Le bon réflexe est de conserver les preuves, vérifier la voie compétente et écrire. En Espagne comme ailleurs, les captures d'écran et les virements bancaires ont plus de mémoire que les conversations de couloir.

Les débats politiques locaux touchent directement la vie de l'expatrié sans que tu aies besoin de devenir spécialiste de la politique canarienne. Le tourisme de masse, la disponibilité du logement, la pression sur les infrastructures, la protection des espaces naturels, l'eau et la répartition des bénéfices économiques sont au centre de nombreuses discussions. Les mobilisations sous des slogans comme « Canarias tiene un límite » ont exprimé une critique du modèle de croissance touristique et de ses effets sur le territoire. Il serait faux de traduire ces mouvements par « les Canariens ne veulent plus d'étrangers » ; ils regroupent des revendications diverses, parfois contradictoires, portant sur la saturation, les salaires, l'environnement, le logement ou la gouvernance. Il serait tout aussi faux de les balayer comme une agitation marginale. Si tu t'installas durablement, ces débats concernent le système dans lequel tu vas te loger, travailler et circuler.

Un citoyen de l'Union européenne résidant en Espagne peut participer à certaines élections municipales sous conditions d'inscription, et les règles électorales prévoient également des possibilités pour certains ressortissants de pays disposant d'accords de réciprocité. Ce droit n'est pas automatique à chaque scrutin : il suppose une démarche et dépend du statut. L'enjeu pratique est moins de t'inciter à voter que de te rappeler qu'une résidence durable crée des droits et des responsabilités locales. Payer l'IBI, subir les travaux de voirie et commenter le prix des loyers tout en considérant la commune comme un décor extérieur finit par produire une forme étrange d'expatriation permanente. Habiter durablement signifie tôt ou tard comprendre qui décide du plan d'urbanisme, du réseau de bus, de l'eau, des déchets et des restrictions locales.

Pour comprendre qui décide quoi, imagine quatre niveaux qui se superposent. L'État espagnol conserve notamment l'immigration, la nationalité, une grande partie du droit fiscal, du travail, de la sécurité sociale, de la justice et de la police nationale. La Communauté autonome gère des domaines centraux comme la santé, l'éducation et une partie du tourisme. Les cabildos ont un poids inhabituellement important parce que chaque île possède sa propre administration insulaire, compétente sur de nombreux services et infrastructures. Les ayuntamientos gèrent la proximité : padrón, urbanisme local, police municipale, déchets, espaces publics et une partie des aides. Si tu écris au mauvais niveau, l'administration ne va pas se réorganiser par courtoisie. Elle va te renvoyer vers l'organisme compétent, parfois après plusieurs semaines.

Les débats sur le tourisme, la vivienda vacacional, l'accès au logement et la croissance démographique sont devenus structurels. Ils ne signifient pas que les Canariens seraient hostiles aux étrangers. Ils signifient qu'un modèle économique massivement dépendant du tourisme produit des effets distributifs visibles : emplois, recettes, infrastructures, mais aussi loyers, congestion, pression sur l'eau et sentiment que certains espaces résidentiels deviennent des produits financiers. Un nouvel arrivant gagne à entendre cette discussion sans la réduire à une bataille entre gentils locaux et méchants expatriés. Les situations sociales sont plus compliquées, comme d'habitude, cette habitude fatigante du réel de refuser les slogans propres.

Les libertés publiques suivent le cadre espagnol et européen : expression, association, manifestation, vie privée et protection des données. Participer à une association ou à une mobilisation locale n'est pas en soi problématique pour un résident étranger. En revanche, comprendre le contexte avant de se poser en porte-parole est une règle de décence élémentaire. Les citoyens de l'Union peuvent bénéficier de droits électoraux municipaux sous les conditions prévues par le droit applicable. Cela n'autorise pas à transformer un guide d'expatriation en bulletin de vote. L'objectif ici est de te permettre de comprendre les institutions, les recours et les débats, pas de t'expliquer ce que tu dois penser.

1.5 Fractures internes et tensions

La principale fracture visible aux Canaries oppose parfois la prospérité des chiffres touristiques à la difficulté quotidienne d'une partie des résidents. Des zones peuvent afficher hôtels pleins, terrasses bondées et investissements constants tout en connaissant des salaires modestes, des contrats saisonniers et des loyers élevés. Ce paradoxe explique pourquoi un nouvel arrivant avec revenu étranger peut être perçu simultanément comme consommateur bienvenu et comme participant

involontaire à une pression immobilière. Il ne sert à rien de répondre que tu n'es « pas un touriste » si tu loues un logement à un prix inaccessible à beaucoup de salariés locaux. Il ne sert pas davantage de culpabiliser chaque expatrié individuellement pour une crise structurelle. La position adulte consiste à comprendre les mécanismes: rareté du foncier, parc touristique, investissement immobilier, croissance démographique, faiblesse relative de certains salaires et concentration des emplois de service.

La fracture entre îles capitales et îles non capitales est tout aussi importante. Tenerife et Gran Canaria concentrent les grands hôpitaux, de nombreuses spécialités médicales, les universités publiques, des administrations, une offre culturelle plus large et un marché de l'emploi plus diversifié. La contrepartie est le trafic, la pression urbaine et souvent des loyers élevés. Sur La Gomera, El Hierro ou certaines zones de La Palma, tu gagnes en tranquillité et en proximité avec la nature mais tu peux perdre en choix professionnels ou médicaux. Les trajets deviennent une infrastructure de vie. Avant de qualifier une petite île de « paradis », demande-toi où tu irais pour une IRM spécialisée, une formation universitaire, une réparation automobile complexe ou un rendez-vous consulaire. Le paradis est un concept qui se dégrade assez vite quand il faut prendre le premier ferry à six heures.

Le logement touristique est devenu un terrain particulièrement sensible. La Ley 6/2025 de Ordenación Sostenible del Uso Turístico de Viviendas a profondément modifié le cadre, puis modifiée par la Ley 7/2026, du 31 juillet 2026. Le principe central est de mieux articuler usage résidentiel, urbanisme municipal et activité touristique, avec une volonté de préserver une part importante du parc pour l'habitation. Les contrats de courte durée font également l'objet d'une surveillance accrue lorsque leur caractère temporaire n'est pas réellement justifié. Dans la pratique, le marché conserve une zone grise: contrats saisonniers utilisés pour éviter certaines protections, logements proposés quelques mois puis récupérés pour la haute saison, propriétaires réticents au padrón, sous-locations plus ou moins transparentes. À éviter: croire qu'un contrat intitulé « temporada » suffit à rendre temporaire une situation qui est en réalité ta résidence principale. Le titre d'un document n'efface pas son usage réel.

L'eau est un autre conflit moins visible pour celui qui arrive depuis un territoire continental. Dans les îles orientales notamment, le dessalement joue un rôle majeur. Les périodes de sécheresse, les pertes de réseau, la demande touristique et les capacités d'infrastructure peuvent provoquer des restrictions ou des situations d'urgence hydrique. Lanzarote et La Graciosa ont connu en 2026 une prolongation de ce type de situation. Cela ne signifie pas que l'eau manque en permanence au robinet de chaque logement. Cela signifie que le système est sous contrainte et que la croissance de la population permanente comme temporaire a un coût matériel. L'énergie et les déchets suivent la même logique: sur une île, l'évacuation des conséquences de la consommation ne disparaît pas derrière une frontière terrestre. Les limites physiques sont plus visibles, ce qui explique une partie de la tension autour du modèle touristique.

Les routes et les espaces naturels subissent également la croissance des usages. Certaines zones de Tenerife ou Gran Canaria connaissent des congestions importantes, tandis que des sites naturels très fréquentés nécessitent réservations, limitations d'accès ou mesures de protection. L'idée selon laquelle vivre sur une île permet d'échapper spontanément aux embouteillages relève du même

génie prospectif que penser qu'un village côtier restera vide parce qu'il était calme un mardi de novembre. Les déplacements quotidiens dépendent de l'heure, de la saison, du relief et de la concentration des emplois. Si tu travailles dans une zone touristique mais habites loin pour payer moins cher, tu peux recréer exactement le schéma métropolitain que tu voulais fuir, avec une autoroute face à l'océan en bonus.

Comprendre les tensions actuelles suppose aussi de connaître un minimum d'histoire. Les populations autochtones de l'archipel ont subi la conquête européenne à partir du XVe siècle, avec des violences, des déplacements et une transformation profonde des structures sociales. Les Canaries ont ensuite occupé une place stratégique dans les routes atlantiques. L'émigration vers Cuba, le Venezuela et d'autres territoires américains a marqué de nombreuses familles, tandis que le XXe siècle a été traversé par la dictature franquiste comme le reste de l'Espagne. Cette histoire explique certains liens transatlantiques, certaines mémoires familiales et la force d'une identité insulaire qui ne se réduit pas à l'économie touristique contemporaine. Tu n'as pas besoin de réciter un manuel d'histoire locale. Tu dois simplement éviter d'agir comme si l'archipel avait été inventé par les compagnies low-cost en 1997.

Les mouvements sociaux récents autour du tourisme, du logement et de l'environnement sont donc mieux compris comme la convergence de plusieurs fatigues. Certains réclament une limitation de la croissance touristique, d'autres une meilleure répartition des richesses, davantage de logement résidentiel, des infrastructures adaptées ou une protection plus stricte des espaces naturels. Les gouvernements, entreprises touristiques, syndicats, associations de quartier et collectifs environnementaux n'ont pas les mêmes diagnostics ni les mêmes solutions. Ce guide ne te dira pas quel camp choisir. Il te demande de ne pas vivre dans une fiction où ces conflits n'existent pas. Règle tacite: quand un habitant te parle de saturation, commence par écouter ce qu'il décrit avant de répondre que « le tourisme fait vivre l'île ». Il le sait probablement. La question est justement de savoir comment, pour qui et à quel prix.

Ton installation sera plus solide si tu abordes ces fractures sans paranoïa ni naïveté. La majorité des interactions quotidiennes resteront ordinaires: louer, travailler, faire ses courses, emmener un enfant à l'école, discuter avec un voisin, attendre un bus. Mais le contexte social influence les loyers, les règles, les transports, l'accès aux services et les perceptions réciproques. Un expatrié qui maîtrise ces enjeux peut faire des choix moins maladroits: éviter de surenchérir inutilement sur un logement, préférer un bail légal, utiliser les commerces locaux, apprendre l'espagnol, respecter les restrictions environnementales et comprendre que son pouvoir d'achat étranger n'est pas une mesure universelle du « coût bon marché » de l'île. C'est là que commence une installation durable: quand tu cesses de demander uniquement ce que les Canaries peuvent t'offrir et que tu comprends le système auquel tu viens participer.

La fracture la plus visible est celle du logement. En août 2026, le prix affiché moyen de location dans l'archipel atteignait 15,4 euros par mètre carré, mais cette moyenne masque des écarts très forts entre communes et quartiers. Elle masque surtout le décalage entre des revenus locaux parfois modestes et des loyers capables d'absorber une part disproportionnée du salaire. Dans certaines zones touristiques, les travailleurs qui font fonctionner hôtels, restaurants et commerces vivent de plus en plus loin de leur emploi. Le paradoxe est brutal: l'activité crée du travail là où le logement nécessaire

pour occuper ce travail devient difficile à payer. Pour un expatrié disposant d'un revenu extérieur plus élevé, cette tension doit être comprise avant de célébrer son « bon rapport qualité-prix » devant quelqu'un qui essaie simplement de rester dans sa commune.

La nouvelle réglementation canarienne sur l'usage touristique des logements illustre cette tension. Depuis 2026, la frontière entre location temporaire et activité touristique est davantage encadrée. Une commercialisation de courte durée peut être présumée touristique dans certaines situations, notamment quand les séjours sont de trente et un jours ou moins et que le motif temporaire non touristique n'est pas correctement justifié. Cela change les stratégies de certains bailleurs qui utilisaient le mot *temporada* comme talisman juridique. Pour le locataire, la conséquence est simple : un contrat court doit expliquer pourquoi il est court. Si tu vis réellement là comme résidence stable et que le contrat prétend que tu es en « saison » depuis dix-huit mois, le vocabulaire ne suffit pas à rendre la situation cohérente.

Les ressources naturelles ajoutent une autre ligne de fracture. Lanzarote et La Graciosa ont encore fait l'objet en 2026 d'une prolongation de l'urgence hydrique. Sur un archipel qui dépend fortement du dessalement dans plusieurs îles, l'eau n'est pas un sujet abstrait d'écologie décorative. Elle concerne la capacité des réseaux, les pertes, l'agriculture, le tourisme, la croissance résidentielle et le coût énergétique. De la même façon, les incendies touchent plus fortement les îles montagneuses et boisées, tandis que les phénomènes côtiers ou le vent affectent d'autres secteurs. Choisir une île, c'est choisir une combinaison de contraintes, pas sélectionner un fond d'écran.